

JEAN-PAUL GUEVARA AVILA

Directeur général des Relations bilatérales, MAE, Etat plurinational de Bolivie

Mesdames et Messieurs

Ladies and Gentlemen

Je profite de l'occasion pour vous dire que je suis heureux de participer à cette seconde édition de la World Policy Conference, ici à Marrakech, et de partager avec vous certains points de vue sur le problème de la migration mondiale dans la politique et la gouvernance mondiales. Ce problème porte en lui de nombreux risques : il peut être défini de manière si spécifique qu'il puisse se perdre dans l'analyse de nombreuses expériences individuelles ou, de manière si générale qu'il soit noyé dans des termes abstraits et des données non pertinentes.

Je vais donc essayer d'éviter ces pièges en établissant des liens par une réflexion sur les données de base concernant ces migrations transfrontalières.

La première donnée de base que je souhaiterais mettre en évidence est la migration transfrontalière mondiale qui fait partie du monde globalisé. D'une certaine manière, je pense que la mondialisation n'est pas seulement une révolution technologique ou communicationnelle (comme on nous l'a dit ce matin) mais qu'elle consiste aussi en la mobilité des hommes, la capacité de transport et la circulation des personnes.

Nous ne pouvons donc pas parler de mondialisation sans mentionner la migration mondiale. Et derrière ce concept se cache l'un de nos plus gros problèmes, parce que nous traitons ce phénomène avec un regard qui date d'avant la mondialisation. Nous l'envisageons comme un phénomène démographique et économique national sans considérer sa dimension politique et son impact sur la gouvernance mondiale.

Toutefois, les migrations transfrontalière et d'outre-mer font partie du monde global non seulement en du fait de la mobilité des hommes mais également du fait qu'elle mondialise davantage le monde. Notamment selon deux aspects : d'abord elle nous permet de vivre et de partager (même si nous ne l'avons pas demandé) la diversité des cultures du monde. Et lorsque nous devons vivre au cœur de cette diversité, nous devons apprendre la tolérance ou, comme je préfère, nous devons apprendre à respecter et à apprécier une telle diversité. Deuxièmement, elle nous montre toute l'iniquité qui se cache derrière la mondialisation. En voici un exemple et pas des pires : l'espérance de vie au Canada est cinq années plus longue qu'au Mexique, sans parler des différences de revenus.

Selon le dernier rapport du PNUD, plus des trois quarts des migrants internationaux se déplacent vers des pays dont le niveau de développement humain est supérieur à celui de leur pays d'origine. En montrant ces iniquités, nous devons comprendre la nécessité d'essayer de gommer ces différences : une méthode serait d'utiliser les revenus des transferts financiers et l'autre un système de compensation au sein de leurs propres pays afin de satisfaire les besoins des gens et de supprimer leur besoin d'émigrer ou de se relocaliser. On ne pourra y parvenir avec le concept de coopération pour les pays en développement dont nous nous servons aujourd'hui.



Nous devons commencer par aborder la question de la compensation, dans la mesure où nos pays payent très cher pour améliorer les compétences des migrants, pour ne citer qu'un exemple. J'insiste sur cette notion de compensation, et dans cette rubrique entre la seconde donnée de base, car l'économie mondiale, et principalement l'économie des pays post-industrialisés, a besoin de la main d'œuvre des migrants. Ces économies ne peuvent pas fonctionner sans le faible coût du travail des migrants. De plus, cette main d'œuvre migratoire compense aussi les écarts démographiques des pays du Nord qui comptent une forte proportion de population âgée et une faible proportion de population active.

Ceci m'amène à la troisième donnée de base, qui tire son origine de la manière dont nous ne cessons de parler des problèmes de migration au niveau international alors qu'à chaque fois que les gouvernements pratiquent des politiques restrictives, les flux migratoires ne cessent pas. Ces gouvernements n'ont fait que rendre ces migrants plus vulnérables et, à cet égard, nous avons encouragé les mouvements illégaux et les réseaux de trafiquants et de passeurs en « nourrissant » les organisations criminelles faisant commerce d'êtres humains.

Enfin, la quatrième donnée de base est une vue plus personnelle. La mondialisation sera dépourvue « de visage humain » et de véritable gouvernance mondiale tant que nous ne pourrons pas reconnaître les droits de chaque personne à décider de l'endroit où elle souhaite vivre et ne serons pas capables d'exiger le respect total de ses droits d'homme. Merci.